URANAKA Chikao, 2013, *Police et contrôle social au Japon*, L'Harmattan, Paris, 447 p.

Éric Seizelet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/5108>

DOI : 10.4000/cipango.5108

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2021

ISBN : 9782858313969

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Éric Seizelet, « URANAKA Chikao, 2013, *Police et contrôle social au Japon*, L'Harmattan, Paris, 447 p. », *Cipango* [En ligne], 24 | 2021, mis en ligne le 15 octobre 2021, consulté le 08 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/5108> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.5108>

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

CHIKAO Uranaka, 2013, *Police et contrôle social au Japon*, L'Harmattan, Paris, 447 p.

Éric SEIZELET

Professeur émérite, Université Paris-Diderot

Tous ceux qui ont séjourné au Japon connaissent la silhouette familière de l'*omawari san* お巡りさん, l'agent de police patrouillant dans les rues de son quartier sur son vélo. Ils connaissent aussi le *kôban* 交番, ces postes de police situés généralement près des carrefours et des nœuds de communication, affichant sur leur fronton les statistiques locales des victimes de la route. En France, les décideurs, confrontés dans les quartiers à la méfiance, pour ne pas dire l'antagonisme, grandissante entre les habitants et la police, se plaisent parfois à rêver au système japonais d'ilotage, symbole d'une police dite communautaire, immergée dans une population bienveillante et coopérative. En outre, avec des statistiques sur la délinquance inférieure à la moyenne des pays occidentaux comparables, le Japon faisait figure de pays sûr. Sûr pour les citoyens qui avaient peu de chance – si l'on peut dire – d'être victimes de la délinquance ordinaire. Sûr pour des forces de l'ordre qui ne vivent pas dans la crainte du guet-apens ou hésitent à s'aventurer dans les « zones de non-droit ». Mais, au-delà de ces images plus ou moins convenues, que sait-on de la police japonaise ? En 1989, le réalisateur Ridley Scott, dans *Black Rain*, avec dans les rôles titre Michael Douglas et Takakura Ken 高倉 健 (1931-2014) avait souligné, au centre de son film, les différences socio-culturelles dans les méthodes d'investigation des polices japonaise et américaine. Mais c'était un polar, bien trousseé par ailleurs, qui n'avait d'autre prétention que de divertir. Chikao Uranaka évoque les travaux pionniers

de David H. Bayley (1976) et Walter E. Almes (1981) qui ont très largement forgé l'image en Occident de la police japonaise, mais en souligne les limites liées, soit à l'absence de connaissance de la langue japonaise – et donc à un accès aux sources limité – soit à la réticence de l'appareil policier à se soumettre à des investigations dont il n'aurait pas la maîtrise. Il indique par ailleurs, assez justement, que le poids de l'histoire, les présupposés idéologiques, pour ne pas dire marxistes, ont tenu l'institution policière d'après-guerre en dehors du champ de la recherche universitaire japonaise ou de l'attention des médias : sur les 6052 titres de livres (2017) répertoriés à la Bibliothèque de la Diète contenant le terme « police », *keisatsu*, 警察, 44 seulement ont été publiés avant 1980 !

L'auteur, 浦中 千佳央, est présentement professeur adjoint, *junkyôju*, 准教授 à l'université Sangyô de Kyôto, *Kyôto sangyô daigaku*, 京都産業大学, où il est spécialiste des questions de police, en relation avec la société et le politique. L'ouvrage dont il est question ici est issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2009 à l'université de Toulouse 1 Capitole, sous la direction de Jean-Louis Loubet del Bayle, actuellement professeur émérite de science politique, dans le cadre du Centre d'Études et de Recherches sur la Police (CERP), composante du Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance (GRSG), EA 4176. Son livre est important, non seulement par le nombre de pages, mais aussi parce qu'il offre pour la première fois au public français un panorama d'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de la police japonaise, replacés dans sa trajectoire historique. Par ailleurs, et peut-être contrairement à ce que laisse entendre le titre, l'objet de l'étude s'attache non seulement à la police, mais plus largement aux questions de sécurité : elle comprend trois parties : l'évolution du système socio-historique du système de sécurité japonais ; les institutions de sécurité intérieure ; sécurité, police et contrôle social. D'où les pages consacrées aux associations de voisinage, *chônai kai*, 町内会 de prévention de la délinquance, aux gardes-côtes, aux douanes, aux Forces d'autodéfense, *jieitai*, 自衛隊, à la montée en puissance des sociétés privées de sécurité, mais aussi aux instances de renseignement, locales et nationales qui relèvent davantage de la sûreté de l'État. En d'autres termes, l'auteur souligne que si l'institution policière est en charge du maintien de l'ordre, d'autres acteurs, publics et privés, et non des moindres, sont en charge des questions de sécurité. Ce parti pris soulève deux questions, intimement liées, que l'auteur aborde : les interactions entre ces différents acteurs d'une part,

les modalités de participation du public à la prévention de la délinquance d'autre part. Sur ce point, on aurait peut-être aimé un cadrage d'analyse conceptuel plus fin et systématique sur les notions de maintien de l'ordre et de sécurité, ainsi que sur la distinction éventuelle entre délinquance et incivilités. L'auteur montre également, de façon pertinente, à quel point l'histoire de l'institution policière est tributaire des évolutions politiques du moment : la création d'une police moderne fut indissociable de la mise en place de la construction de l'État-Nation, jusque dans ses préoccupations hygiénistes ; la diversification de l'institution policière, avec la mise en place de la Haute police spéciale, Tokkô keisatsu, 特高警察 spécialisée dans l'éradication de la criminalité idéologique, shisô hanzai, 思想犯罪 et la police militaire, kenpeitai, 憲兵隊 de sinistre mémoire ; l'impact de l'Occupation avec les tentatives de décentralisation de la police et la reprise en main, partielle, mais néanmoins décisive, par le centre après 1952 ; l'articulation entre police nationale et police locale. Il offre également des points de vue inédits sur la fonction publique de la police, son statut, sa hiérarchie, sa formation et le déroulement des carrières. Il évoque également les zones d'ombres avec les différents scandales et dysfonctionnements qui ont jeté le trouble dans la confiance du public dans l'institution policière, la mobilisation des services de sécurité pour des opérations de surveillance des groupes jugés subversifs comme le Parti communiste japonais, mais aussi la chôsen sôren, 朝鮮総連 d'obédience nord-coréenne et, plus récemment les émules de la secte Aum. Au total, cet ouvrage, bien rédigé, fourmille d'informations sur l'institution policière, son enracinement dans la société japonaise. Il est également agrémenté de nombreux tableaux statistiques. La tonalité générale de l'ensemble de l'ouvrage est très « institutionnelle » : la police japonaise ne se livre pas facilement !

Si cette recherche a le mérite d'éclairer le public sur la police japonaise, il n'est pas exempt de reproches. Replacer l'institution policière dans une perspective historique est indiscutablement une bonne idée, mais pourquoi remonter à la « protohistoire » (p. 33) ? L'auteur, dans le souci louable de faire preuve de pédagogie, parcourt à grandes enjambées, en 90 pages, l'histoire du Japon jusqu'à la restauration de Meiji, parsemées d'introspections sur les transformations de l'institution policière, mais quelle continuité entre les institutions de l'époque de Heian et la police contemporaine ? Ce survol conduit par ailleurs l'auteur à des développements nécessairement sommaires qui irriteront les spécialistes

des périodes en question sans apporter quoi que ce soit à l'objet principal du propos. En second lieu, l'auteur, bien que japonais, est tombé dans le piège contre lequel on s'efforce de prémunir les étudiants en histoire : toutes les dates jusqu'à l'introduction du calendrier occidental en 1873 sont fausses... Ainsi le serment impérial des cinq articles est-il daté du « 14 mars 1868 », alors qu'il s'agit du 6 avril 1868 selon le calendrier occidental. Ces erreurs de chronologies sont d'autant plus impardonnables qu'il existe des tables de conversion facilement accessibles. En troisième lieu, l'auteur reconnaît avoir des problèmes avec les translittérations des termes japonais. Dont acte, mais il existe le système Hepburn qui fait autorité. Au lieu de quoi, est infligé aux lecteurs un mélange de transcription Hepburn et de translittération sinisantes, avec une gestion totalement aléatoire des voyelles longues. Le lecteur lambda n'y verra que du feu, mais les spécialistes du Japon en seront marrés. D'autant plus qu'au niveau de la 2^{ème} partie, la plupart des institutions citées le sont uniquement dans leur version française. En quatrième lieu, l'identification des références bibliographiques n'est pas claire : la plupart des sources sont mentionnées dans leur version traduite en français, comme sont traduits en français les intitulés des revues japonaises citées, mais font l'impasse sur l'original japonais. Encore une fois, le lecteur francophone n'en aura cure, mais du point de vue des études japonaises cela pose problème. Peut-être qu'à la décharge de l'auteur, l'éditeur a-t-il souhaité alléger l'appareil critique. À l'inverse, certaines références en langue japonaise ne sont pas traduites (p. 93 note 108). D'autres références mentionnées en français en note en bas de page ne se retrouvent pas dans la « sélection bibliographique » en fin de volume, pourtant consacrée au Japon : ainsi en est-il de la note 97 p. 84, qui concerne Azusa Ooyama (sic), qui donne l'impression que l'ouvrage a été rédigé en français, alors qu'il s'agit visiblement d'une référence japonaise. En bref, du point de vue des études japonaises, le travail éditorial est défectueux. En cinquième lieu, certains choix de traduction sont contestables et simplificateurs : ainsi, la traduction de hōmushō, 法務省 par « ministère de la Justice » ne peut être qu'admise que par commodité de langage, mais à condition d'en avertir le lecteur : s'il y a eu un changement de dénomination après 1945, c'est bien pour des raisons de fond : le ministère de la Justice, shihōshō 司法省 avant 1945 avait sous sa coupe la justice japonaise, alors que depuis 1947 les tribunaux relèvent désormais de la Cour suprême. De même, la traduction de Bōeishō 防衛省 par ministère de l'Autodéfense est incorrecte.

Elle risque d'induire en erreur le lecteur non attentionné, alors qu'il s'agit tout simplement du ministère de la Défense.

Sur le fond, passées les références canoniques au confucianisme et au caractère holistique de la société japonaise, le professeur Uranaka n'élude pas la relation complexe entre institution policière et contrôle social, mais hésite à répondre à la question de savoir si le renforcement de l'institution policière concourt à l'affranchissement de l'individu par rapport à la contrainte sociale, ou si l'un comme l'autre se renforcent mutuellement. Il est également convaincant lorsqu'il souligne la diversification de cette « police communautaire » – un terme à manier toutefois avec précaution dans une France rétive au communautarisme – offrant toute une gamme de services à la population, en marge de sa fonction proprement régalienne et répressive. Quelques manques tout de même : ainsi il n'existe pas d'analyse critique des statistiques policières. Or on sait l'usage qui en a été fait dans les années 1980-90 pour dénoncer une hausse exponentielle de la délinquance étrangère, alors qu'elle restait très marginale dans la criminalité japonaise. De même, le professeur Uranaka glisse un peu rapidement sur la législation anti-gang de 1990 qui a recomposé les rapports, parfois troubles, entre l'institution policière et les groupes mafieux, précisément en matière de contrôle social. Plus préoccupant, on ne sait pas grand-chose des rapports entre juges et policiers, et donc de la capacité de la justice japonaise à contrôler, effectivement, l'action de la police (p. 315). L'approche institutionnelle laisse complètement de côté l'organisation de la police scientifique, les rapports qu'elle entretient avec les formes plus traditionnelles d'enquête et d'investigation. Elle ne rend pas compte non plus pleinement de la nécessaire adaptation de l'appareil policier du pays au traitement de la cybercriminalité, alors que les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent aux organes de sécurité au sens large de formidables instruments d'intrusion et de surveillance. On est enfin surpris par la rareté des enquêtes d'opinion publique citées dans ce travail.

Cet ouvrage sera sans doute utile pour mieux connaître la structure et la composition de la police japonaise, mais du point des études japonaises, il souffre d'approximations et de lacunes un peu irritantes.